

## **CULTURE et POLITIQUE**

Gérard Tautil Ollioules 5/4/2008)

Présentation : pourquoi ce débat ? (en oc)

- Pour une culture d'Oc diversifiée et dynamique.
- Etat de la langue d'Oc et positions des politiques
- La culture sans la politique ?
- La politique sans la culture ?
- La nécessité de construire un cheminement propre à notre espace vital occitan.
- le dépassement de l'opposition.
- Le message en direction des élus.

### **La culture est l'expression plurielle de l'activité humaine**

Elle englobe toute la sphère de la création d'un peuple. Arts, langues, médias, traditions expriment une façon de vivre le monde et de se projeter en lui. Parler de culture occitane, c'est donc prendre en compte nos manières de vivre, de nous exprimer par l'écrit, la chanson, la musique, la tournure d'esprit, mais aussi l'architecture, le sport. Es aquò que li dien lo « *biais de viure* ».

-On ne peut parler de la culture comme un tout défini et achevé. La/les cultures sont évolutives et variées.

-On ne peut davantage réduire la culture occitane à un modèle unique : ses expressions nous à des régions différentes ayant en commun un substrat linguistique qui a pris des formes dialectales propres. La langue d'Oc dans laquelle les occitans se retrouvent aujourd'hui, malgré et grâce à ses spécificités, est le lien commun qui permet un échange. L'interdialecticité est une spécificité de l'Occitan. C'est ce que les linguistes considèrent comme la base concrète de toute langue vivante.

Convenons donc, que pour nous occitanistes, la culture occitane est l'expression spécifique de toutes celles et ceux qui vivent en Occitanie et se reconnaissent dans une culture et une langue propres à l'Occitanie. La culture d'Oc est donc le reflet d'un peuple d'Oc. Ce peuple vit sur un territoire situé linguistiquement au sud de la Loire et débordant les vallées alpines d'Italie et le Val d'Aran en Espagne.

### **Etat de la Langue d'Oc**

Disons très rapidement sur l'état de la langue : c'est une langue en grand danger, pour ne pas dire en état de survie. La dernière enquête linguistique (1999) et les évolutions démographiques la situent à un peu plus de un million et demi de locuteurs, 790 000 déclarant la pratiquer actuellement. C'est donc, dans un espace de 15 millions d'Occitans, la population la plus élevée de locuteurs comparée aux autres langues historiques parlées dans l'Hexagone (alsacien, basque, breton, catalan, corse, flamand -et savoisien si l'on considère que le franco-provençal (l'arpitan) est aussi une langue à part entière, qui s'est aussi construite à partir de racines latines).

Aujourd'hui, sa résistance tient essentiellement à l'enseignement tel qu'il a pu être garanti par les rapports de forces développés par le courant de défense et promotion des langues de France. En effet, c'est sans aucun doute *la renaissance culturelle de nos langues*

*après 1968 qui permet aujourd'hui, même de façon très imparfaite, de relancer une dynamique linguistique et culturelle que la transmission des familles ne permet plus.*

## **Positions des politiques**

Les différents projets de loi sont pour l'essentiel restés sans effet, rejetés ou dénaturés lors du débat parlementaire. La circulaire **Savary** pendant la présidence de F. Mitterrand se substitua à la loi promise pendant sa campagne et si le ministre **J. Lang** défendit le principe des écoles en langue de Pays (calandreta, iskatola, bressola...), il ne put renverser fondamentalement les obstacles rencontrés à la fin de son mandat. Les contrats entre l'Etat et le mouvement associatif ne se transformèrent jamais en intégration dans le cadre du service public comme le demandaient les responsables des écoles immersives. Le Conseil constitutionnel, s'appuyant régulièrement sur l'article 2 de la constitution (« *la langue de la République est le français* »), s'opposa régulièrement à une reconnaissance officielle des langues de France dans la vie publique et à ses conséquences administratives. Le CAPES d'occitan qui permit de légaliser cet enseignement dans le secondaire passa de plus de 20 postes par an à 4 depuis 5 ans. Quelle que soit l'équipe gouvernementale en place, cette stratégie de l'Etat hostile aux langues de France consista à remettre en question, d'une année sur l'autre, tous les acquis pédagogiques que les enseignants obtenaient avec difficulté dans les commissions académiques de leur Région administrative (par ex. en Provence, le non suivi de l'enseignement entre les premiers et deuxième cycles des collèges et lycées a consisté à remettre en question de façon radicale cet enseignement). Aujourd'hui dans le Var cet enseignement n'existe pratiquement plus dans le secondaire alors qu'il était enseigné dans les années 80/90 dans plusieurs lycées et collèges.

On ne peut éluder également le non respect par l'Etat de la « *Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires* », signée a minima en 1999 (39 des 75 articles, ce que permet la Charte), aussitôt remise en question, au nom de l'article 2, et suivant l'avis du Conseil constitutionnel. Sa ratification, donc son application, est systématiquement refusée. La Charte européenne ne trouve en France aucune application, et tous les amendements à l'article 2 de la constitution rencontrent une opposition majoritaire doublée d'une remarquable inertie parlementaire (les dernières propositions d'amendements à l'article 2, l'an dernier, liées à un simple débat sur la reconnaissance des langues « régionales »- à l'initiative de l'UMP **Le Fur**, le centriste **F. Bayrou**, la socialiste **Le Branchu**, pour ne citer qu'eux-, ont été « discutées » dans la nuit devant une assemblée plus que clairsemée).

Citons enfin, à charge de cette politique, les toutes récentes observations d'une experte indépendante de l'ONU, Me **Gay Mac Dougall** qui dénonce ces jours-ci le non respect des droits des minorités et des nationalités, et celui du non usage de leurs langues dans le domaine public (cf. document : ni les recommandations de l'Unesco, ni les institutions de l'ONU et du Conseil de l'Europe ne sont respectées par la France).

## **Les mouvements de la renaissance d'Oc**

Face à cette situation, la renaissance d'Oc s'est néanmoins développée. Elle s'est appuyée sur ses organisations historiques (**Félibrige**, **I.E.O**) et a su organiser depuis une bonne trentaine d'années une réaction coordonnée, à l'impact public grandissant. Depuis les premières manifestations à Toulouse (1980) et à Marseille (1985) rassemblant respectivement 2000 et 5000 personnes, la mobilisation a réalisé un grand bond en avant à Carcassonne

(2005) et à Béziers (2007) avec 10 000 et 20000 personnes. Ces succès sont dus à une préparation unitaire entre l'IEO et le Félibrige et à une mise à l'index d'une partie minoritaire du courant provençaliste hostile à l'idée d'une reconnaissance de l'ensemble occitan : cette opposition se faisait et se fait encore sur un refus de reconnaître un ensemble des Pays d'Oc (A l'opposé de **Mistral** qui englobait un espace linguistique « *dis Aups ei Pireneu* »), confondant dialectes et langues et faisant du Provençal une langue à part, sans lien avec les autres formes de la langue d'Oc. A cette distinction que dément la linguistique s'ajoute l'accusation fautive d'un pseudo impérialisme occitan voulant imposer aux langues des régions occitanes une langue unique, centrale, découlant du languedocien.

Ces contradictions idéologiques ont des conséquences pratiques sur le terrain de la renaissance des Pays d'Oc. Outre le fait qu'elles divisent le mouvement de renaissance dans une partie des Pays d'Oc, cette stratégie du repli traditionaliste se met au service de quelques personnalités, par ailleurs critiquées par le Félibrige, mais qui ne sont pas sans avoir quelque écoute auprès de l'institution régionale. Ce n'est pas un hasard si l'ancien maire d'Arles, **Michel Vauzelles**, jacobin très classique, et tout au plus régionaliste à la Defferre, avant d'être élu à la Région, s'est toujours appuyé sur cette frange électorale qui a voulu maintenir le Félibrige dans un esprit de maintenance (*à développer dans le débat*). Du maître de Maillane, elle n'a pas retenu le jeune républicain mais le vieillard récupéré par le nationaliste réactionnaire, Charles Maurras, fondateur de la Ligue d'Action française. Ce courant, favorable à un traditionalisme folklorisant, s'oppose à toute modernisation de l'idée d'Oc en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Sur le plan politique, elle refuse toute autonomie organisationnelle et s'en remet pour l'essentiel aux partis institutionnels les plus hostiles au développement des cultures et langues de pays. Ceux-ci lui manifestent leur reconnaissance en subventionnant cette partie très marginale de la maintenance, l'utilisant dans des pratiques répétitives et non créatrices à son service. Malheureusement trop d'élus provençaux se laissent prendre à cette rhétorique faussement autonome. Le *Coullietieu Prouvenço* en est l'illustration la plus caricaturale.

## L'entrée en société : la culture sans la politique ?

Parallèlement, le débat idéologique dans l'occitanisme depuis le début des années 60 posait la question culturelle au cœur de la question sociale et politique. Le courant culturaliste représenté par **Ismaël Girard** et **Marcel Castan** voyait dans une décentralisation culturelle la réponse essentielle à la question occitane. Pour Castan, la politique est le fait de la seule « nation » française, la culture devant être le terrain essentiel du « peuple » occitan. Castan ne voyait dans l'identité occitane, profondément marquée par la création des troubadours et la révolte cathare contre Rome et l'Etat féodal français, qu'une réaction hérétique à une tradition étatique. La question de l'identité devenait exclusivement culturelle, sa dimension politique était confiée à la tradition étatique. La critique interne de l'IEO à ce courant culturaliste, avec des écrivains et des universitaires comme **Robert Lafont**, **Yves Rouquette**, voyait un dépassement de cette orientation de l'organisme de recherche vers un mouvement d'éducation populaire. La rupture eut lieu avec ce courant culturaliste et l'exemple le plus caractéristique est le parcours multiple de R.Lafont qui sut toute sa vie lier étroitement l'écriture littéraire, la sociolinguistique et la recherche de solutions sociales et politiques occitanes. La politique occitaniste, faite alors de reconquête de la langue et de l'écriture, faisait son entrée dans la société occitane. Une stratégie nouvelle s'ouvrait aux mouvements sociaux : soutien à la grève des mineurs de Decazeville (1961-62). La théorie du « colonialisme intérieur » mise en avant par Lafont et soutenue par Rouquette aboutit à la politisation du courant culturel. On entra de plain pied dans la société réelle, le trait d'union entre culture et politique retrouvait son

cheminement naturel : « *Les écrivains occitans se doivent de dire aux hommes du pays d'Oc que le retard économique dont ils pâtissent est complémentaire de l'ignorance où ils ont été tenus de leur passé, de l'originalité de leur langue, de leur littérature, de leur civilisation propre. Il y a là un véritable « colonialisme intérieur.* »

**On peut dire que cet angle d'attaque fut un des points important du renouveau d'un mouvement occitaniste moderne : l'alliance de la culture et des questions que cette partie de la société occitane posait et se posait à elle-même, donnait un nouvel éclairage à la question occitane. C'est à partir des années 60 que le rapport de la culture à la politique s'est affirmé de façon profondément novatrice.**

## **Culture et société**

Mais il est bon de rappeler que l'entrée en société réussie par l'occitanisme militant des années 60-80 ne fut jamais coupée de la préoccupation initiale de développer une culture d'éducation populaire. De Decazeville à la convergence des luttes occitanes et populaires sur le Larzac des années 70, l'I.E.O et les associations multiples qui travaillaient sur le terrain socio-culturel occitan surent au début des années 80 inventer une pédagogie de la libération et de l'enseignement élémentaire en créant les *Calandretas*, écoles immersives, en occitan, dont l'effectif même restreint de près de 3000 élèves en quelques 25 ans répondait à la question linguistique et dénonçait de fait les blocages de l'Etat à toute intégration dans le service public. Ce ne sont d'ailleurs pas les responsables de l'I.E.O les plus en vue à l'époque qui furent les promoteurs de ce nouveau champ d'intervention. Une nouvelle génération d'occitanistes entra dans le mouvement. La culture et la politique se retrouvèrent donc dans un combat commun, là où l'Etat, les institutions officielles, l'Education nationale et les partis dans leur ensemble, opposèrent une résistance farouche à toute initiative associative de ce type. Mais la vague était lancée, et elle avait gagné, dans un mouvement simultané de reconquête linguistique, culturelle et identitaire, les périphéries de l'Etat français : Alsace, Pays Basque, Bretagne, Catalogne, Corse, Savoie. Aujourd'hui ce mouvement a débouché sur la création de collèges et les premiers lycées en langues de pays commencent à exister. La question de leur avenir se pose donc de façon aiguë. **Que faire de nos langues dans un pays qui refuse toute intégration socio-culturelle différenciée ? Quel usage social peuvent-elles vivre et assumer dans la vie quotidienne ?**

*C'est la une question centrale que posent les responsables du mouvement des Calandretas.*

## **Culture et politique occitanes**

Cet ancrage de l'action culturelle au sein d'une société occitane en crise très profonde de son identité se double du travail politique que les nombreuses organisations politiques occitanistes ont réalisé depuis le début du XXe siècle pour ne parler que de l'histoire récente de notre période actuelle. Sans vouloir ni les énumérer toutes et analyser leurs orientations (cf les livre de **Laurent Abrate** : 1900-1968, Occitanie, des idées et des hommes ; Occitanie, Histoire politique et culturelle de **Pierre Lavelle** et Chemins d'Occitanie /Camins d'Occitania, politique occitane, 1968-2000) ouvrage collectif que j'ai dirigé à l'Harmattan, la question du rapport de la culture à la politique y est centrale.

*Nous sommes donc au cœur du problème.*

Cette question est posée par l'ensemble du mouvement politique occitan. Le Parti Occitan y a travaillé après le M.S.A.O-Volèm Viure Al/Au País. La liaison avec le mouvement culturel- et notamment avec l'IEO - a toujours été au centre de ces organisations politiques.

Pour illustrer ce rapport essentiel dans l'occitanisme, rappelons des pratiques sociales constantes et des faits ;

*-Des pratiques constantes :*

- Faut-il rappeler que le mouvement occitaniste s'est développé dans les années 30 avec des enseignants et notamment des instituteurs comme **Charles Camproux** qui fut à l'origine d'un occitanisme ouvert et de progrès à côté d'une tradition provençaliste majoritaire ? La méthode active d'enseignement Freinet fut adaptée au domaine culturel d'Oc dans certaines écoles. Dans ce milieu étroitement laïque et jacobin, elle rencontra une forte hostilité de la part d'inspecteurs d'académie, représentants l'autorité de l'Etat et de LA culture unique, ardents partisans de la réduction de la langue d'Oc à un patois parlé par les gens de la campagne, arriérés et porteurs de valeurs passées...

- **Charles Camproux**, avec ses contemporains **Paul Ricard** et **Georges Reboul** de Marseille créent le *Parti provençal* (nous sommes en Provence, autant prendre l'exemple d'un provençal bien connu dans le Var) autour de la revue *Occitania* qui est l'organe de la jeunesse occitaniste. Le Manifeste provençal -que certains d'entre vous connaissent- écrit en occitan dans sa graphie mistralienne, dénonce les élus réactionnaires du Nord et rappelle le caractère « démocrate et socialiste », « anti-impérialiste » des élus de gauche alors majoritaires en Provence. Il définit l'opposition entre la France et le Midi comme étant en Provence celle d'une « minorité nationale ». L'influence de *l'Esquerra Republicana Catalana* est patente. Cette période du Front populaire le pousse à se présenter aux élections de 1936. La question culturelle et politique est posée comme une entité dynamique allant de soi.

- Un autre exemple parle de lui-même : la tradition pétitionnaire pour la langue et culture d'Oc a été massive et conduite conjointement par le mouvement dans son ensemble. Elle s'est notamment adressée dans le domaine de l'enseignement de la langue aux élus d'Occitanie et quelque fois, les demandes ont été relayées par eux auprès de l'Etat central et de son ministère de l'Education.

Mais si l'autisme étatique a toujours pu se manifester avec une telle désinvolture, c'est aussi à cause de l'extrême faiblesse des résultats électoraux du mouvement politique. Le rapport de force exprimé, s'il avait été plus fort, aurait eu un autre impact que celui que nous connaissons.

*-Des faits :*

1°- Contrairement à ce qui s'est fait souvent dans d'autres régions (comme en Bretagne, par ex.) où revendications culturelles et politiques se sont souvent développées séparément, l'une précédant l'autre et inversement, l'occitanisme des fondateurs et des acteurs contemporains a toujours été un compromis dynamique entre ces deux parties d'une culture foisonnante, ancrée dans des situations sociales vécues par les gens des villes et des campagnes. A chaque étape de renaissance culturelle se trouvent des acteurs culturels qui adhèrent et militent pour un modèle occitan de société différent du centralisme français niveleur. L'écrivain **Philippe Carbonne**, ex-président de l'I.E.O, milite au Parti Occitan pour une autonomie de l'ensemble occitan. C'est le cas également de **Robert Marty**, écrivain, conteur, incarnant le célèbre personnage de Padèna, ex-président de l'IEO. Et comment ne pas rappeler que **Robèrt Lafont**, l'un des fondateurs de l'occitanisme moderne,

est à l'origine d'une production littéraire, de travaux sociolinguistique et de propositions politiques qui vont bien au-delà d'une pseudo-décentralisation qui n'est rien d'autre qu'une déconcentration de l'Etat ? C'est cet homme, candidat invalidé en 1974 à l'élection présidentielle pour trois signatures d'élus, cofondateur de Volèm Viure Al País, qui est à l'origine de nombreuses initiatives civiques, de colloques, auteur de plus cent cinquante ouvrages dont la non reconnaissance entretient et renforce un état de non droit pour une langue maintenue dans l'ombre, non reconnue, sans expression publique dans son propre pays. Et c'est aussi le théoricien qui décide d'accorder sa confiance au Partit occitan en y adhérant en 2002.

Voyez, l'occitanisme concret est un exemple de symbiose entre domaines culturel, civique et politique.

2°- Dès 1996, l'idée est avancée par le *Partit Occitan* de faire reconnaître dans les institutions la question culturelle et linguistique en termes de politique interrégionale. La reconnaissance de l'ensemble de l'espace occitan devient en effet de plus en plus urgente face à la situation dégradée de la culture et de la langue occitanes. L'I.E.O, qui a également cette idée, la met au premier plan de sa politique linguistique. La *Convention occitane* que nous mettons en place (2002, Béziers) avec le P.Oc, l'I.E.O et des acteurs culturels et enseignants (Calandretas) a pour but de faire le point avec les acteurs culturels pour s'adresser aux représentants de l'Etat en charge de ces dossiers ainsi qu'avec les représentants des régions sur la mise en place d'un *Conseil Culturel Interrégional Occitan*. Cette idée avancera sous le gouvernement de la gauche en partenariat avec **Bernard Cerquiglioni** responsable de la DG.LF.LF (Direction générale de la langue française et des langues de France) qui retient l'idée du Conseil Culturel Interrégional Occitan. Mais la mandature suivante voit cette proposition infléchie et B. Cerquiglioni ne plus représenter la DGLFLF qui se transforme elle-même en une chambre d'enregistrement de la politique culturelle centrale. Le côté positif de l'affaire fut néanmoins que les responsables des Régions (Aquitaine, Limousin, Languedoc-Roussillon d'abord, puis Auvergne ensuite et Provence en dernier) se concertèrent un certain temps sur cette idée d'une structure culturelle pan-occitane publique. L'arrivée de **N. Sarkozy** à la présidence de la République, malgré la présidence socialiste majoritaire des régions d'Oc, mit la question en veilleuse et sa promesse de faire voter une énième loi sur les langues dites « régionales » nous apparut très vite comme un moyen, une fois de plus, d'esquiver définitivement la question. Depuis un an, silence total ; il semble que le consensus au sein de son parti sur ces questions, la gestion des affaires sociales, la poussée électorale toute relative de l'opposition aux dernières élections municipales, la dégradation de l'économie soient autant d'éléments en faveur d'un statu quo qui risque de durer plus longtemps qu'on croit.

De cette étape qui fut une avancée pour le mouvement occitan dans son ensemble, nous retiendrons cette analyse de Gustave Alirol, président du P.Oc, lors du Conseil fédéral de ce parti en mai 2003 : « *Nous avons besoin, nous autres occitanistes, d'avoir le point de vue des culturels pour pouvoir le défendre, lorsque nous allons aux élections. Il faut qu'il y ait un accord fondamental entre nous. Certes, il ne faut pas que les organisations fonctionnent ensemble, mais il nous faut un fond commun, et ce fond nous l'aurons dans le débat. C'est pourquoi la Convention Occitane est importante. Il faut qu'on ait ce débat entre occitanistes pour voir entre nous comment on voit les choses.* »

Ce langage de vérité concerne l'ensemble du mouvement occitan.

La présence du politique dans le culturel et du culturel dans le politique n'est pas une construction artificielle. Il est au cœur même de la dynamique d'une reprise d'identité

occitane. Une identité qui ne se replie pas sur elle-même, qui s'ouvre aux questions d'aujourd'hui, et ne fait pas pour autant du passé table rase.

**C'est pourquoi le mouvement occitan doit développer une politique de propositions, d'alliances et faire preuve de pédagogie.**

### **Faire re-connaître la spécificité et la diversité régionale occitane aux élus**

**Les élus politiques occitans (quelle que soit leur appartenance) ont besoin de connaître la réalité occitane, propre à chacune de nos régions.**

- **Ils ont besoin** qu'on leur dise régulièrement que leur région provençale, languedocienne, gasconne, etc..., a besoin de se développer sur des bases culturelles propres.
- **Ils ont besoin** qu'on leur rappelle qu'un enseignement vivant et moderne, parlé par des personnes d'aujourd'hui, n'a rien à voir avec un enseignement qui serait réduit à des études strictement universitaires.
- **Ils ont besoin** d'« apprendre » leur région occitane ; en Provence, la langue provençale et ses multiples réalités dialectales qui irriguent les pays géographiques et historiques qui font cette région.
- **Ils ont besoin** de connaître la réalité écologique de ces pays qu'ils ont en charge, leur faune, leur flore, les paysages à préserver dans le respect et l'application des lois pour les territoires sensibles. (Le respect de la loi littoral, celui des zones classées). Ils ont la responsabilité de garantir la qualité de la vie qu'ils doivent faire respecter face à la pression foncière et aux intérêts particuliers de toutes sortes. S'ils l'ignoraient, ce qui trop souvent est le cas, que deviendraient nos équilibres naturels ?
- **Ils ont besoin** de connaître, pour le préserver et l'embellir, le patrimoine architectural ancien (sa romanité, ses innombrables monuments souvent laissés à l'abandon) mais aussi le patrimoine contemporain, ses composants matériels, la spécificité (passée et présente) de nos communes. C'est cette connaissance concrète qui permet de dépasser une connaissance simplement livresque et formelle et de pouvoir ainsi s'ancrer dans un urbanisme qui a du sens pour ses habitants.

C'est ainsi qu'on pourra parler d'une véritable connaissance humaniste de son lieu de vie local et régional, à l'opposé d'un patrimoine figé, sans relation avec notre présent. Car la modernité n'est porteuse que si elle permet de mieux s'enraciner dans une continuité qu'elle transforme sans se renier. Une culture vivante est à ces conditions, elle doit éviter l'écueil de la muséification : un ethno musée n'a de sens que s'il transmet pour mieux faire comprendre ce qui est en train de changer. Par exemple, dans le projet de musée de la navale qui se ferait à La Seyne/mer, la portée du message devra être pédagogique en direction des jeunes générations ; on ne vit pas impunément en bord de mer sans en connaître toutes les ressources possibles, ni sans en comprendre les techniques d'exploitation et de transformation. La mer ne doit pas être regardée comme un simple port de guerre (Toulon) mais comme une source de vie, de ressources économiques vitales, d'emplois appropriés et de loisirs intelligents.

*Les élus doivent en privilégier ce sens.*

C'est de cette rencontre nécessaire, *celle des acteurs culturels et politiques*, que peut naître cet amour du pays d'Oc.

Ce n'est pas là un simple vœu mais une nécessité pour transformer cette réalité que nous vivons, la faire mieux connaître à l'ensemble des occitans qui l'ignorent trop souvent. Cette rencontre, celle des citoyens d'Occitanie, permet aussi de renforcer notre insertion dans la

société réelle occitane et donc de trouver des solutions aux questions qu'elle pose et qu'elle se pose.

**Le mouvement culturel** ne peut à lui seul répondre aux questions de la société occitane d'aujourd'hui. Sans le développement d'une force politique occitane à laquelle il doit participer à sa manière, il ne pourra se renforcer comme il pourrait et devrait le faire.

**Le mouvement politique** doit continuer à élaborer des solutions à la question culturelle en étroite relation avec le mouvement culturel. Mais il doit se renforcer pour être plus crédible au niveau de ses interventions publiques, notamment dans le champ électoral. *Les militants culturels ont tout intérêt à le renforcer.*

**L'autonomie de ces deux parties** de l'occitanisme doit être respectée, *ce qui ne veut pas dire qu'une participation réciproque ne puisse être envisagée.* La recherche de structures communes- comme celles qui ont commencé à se mettre en place (Conseil Culturel Interrégional Occitan) sont des réponses positives qu'il faut renforcer. Les manifestations de masse de Carcassonne et Béziers ont eu un impact médiatique relativement important. Elles sont un élément non négligeable de la mobilisation occitane de demain. Pourtant, elles ne remplaceront pas le travail de conscientisation quotidien, l'élargissement à un enseignement public à l'ensemble de la société occitane, la prise en charge de la question sociale et culturelle par les élus dont la sensibilisation doit être sans relâche relancée.

### **Alors Culture ou politique ?**

C'est sans doute une fausse alternative pour ceux qui considèrent la langue et la culture comme une expression normale et vitale de la cité.

**Le dépassement de l'opposition ne peut se comprendre que dans le renforcement de l'une et de l'autre, de l'une par l'autre, mais jamais de l'une aux dépens de l'autre.**

*A posteriori, la meilleure preuve de cette pratique commune est l'accord réalisé en matière de politique culturelle dans la commune de La Seyne-sur-Mer entre le maire nouvellement élu (PS/Gauche unie/POc). Un protocole en 10 points doit trouver son application pendant l'actuelle mandature. L'élu occitaniste, Miquèu Tournan, est un intermittent du spectacle, chanteur, musicien traditionnel. Il est aussi membre du Partit Occitan.*

**Gérard Tautil**

Avril 2008

NOTE (juin 2008) :

La récente « reconnaissance » de nos langues, dans l'article 1 de la constitution en voie de révision, ne nous semble pas remettre en question l'analyse qui précède. Et quand bien même cet article modifié serait admis par le Sénat et le Congrès, ce qui semble être loin de se réaliser à la tournure des réactions d'arrière-garde (Académie française et alii...), cette opération *symbolique* ne changera rien au fonds de la politique culturelle et linguistique de l'Etat : faussement universelle par sa revendication de la langue unique (on n'a jamais parlé en France que le français, le bilinguisme restant le propre d'autres cultures européennes), l'article 2 demeure iconolâtre (on est là dans le domaine du religieux) et l'impossible



ratification de la Charte européenne vient parachever le blocage historique de l'Etat français. Retour à la case zéro ? En toute logique, on peut toujours rêver d'une VIe République telle que nous la souhaiterions, Mais c'est une autre affaire...

Raisons de plus pour que « l'occitanisme total » ou « occitanisme réel » réalise cette symbiose vitale des domaines culturel et politique. C'est à une nouvelle adaptation de son idéologie et de ses pratiques que le mouvement occitan est convié, dans l'urgence.